

Mais qu'est-ce qu'elles veulent encore ?

L'égalité Maintenant !!!

Cette égalité est reconnue, dans les textes mais les femmes en ont :

- assez de réclamer des droits qu'elles ont acquis!
- assez des lois non-appliquées!
- assez d'être invisibles!

Les droits des femmes régressent. Enracinées dans le système patriarcal et le capitalisme, les inégalités entre les femmes et les hommes persistent. Différences de salaire, répartition inégale des tâches domestiques, absence de parité, plafond de verre, précarité, image dégradée dans les médias, violences sexistes et sexuelles, domination, discriminations : **STOP!**

Une volonté politique s'impose. L'égalité entre les femmes et les hommes est une condition essentielle du progrès, de la démocratie et de l'émancipation de toutes et tous.

Ce 8 mars: Journée de lutte, de revendications partout dans le monde. L'origine du 8 mars s'ancre dans les luttes ouvrières et les nombreuses manifestations de femmes réclamant le droit de vote, de meilleures conditions de travail et l'égalité entre les hommes et les femmes, qui agitèrent l'Europe, au début du XXe siècle. Cette année, plus que jamais, le 8 mars est une journée de solidarité avec les femmes qui se lèvent et combattent partout dans le monde, notamment au cœur des printemps arabes.

Manifestation le jeudi 8 mars à 18 h Place de la Liberté

Apportez un pique nique que nous partagerons ensuite à L Cause au 4, rue Ernest Renan où Marcel sera là avec son accordéon

Nous exigeons:

- Une réelle volonté politique dans la lutte contre les violences envers les femmes
- L'égalité professionnelle et salariale maintenant
- La suppression de la loi HPST (Hôpital, patients, santé et territoires) pour arrêter le démantèlement de l'hôpital public et sauvegarder nos maternités et nos CIVG
- L'accès libre et gratuit à la contraception et à l'I.V.G. sur tout le territoire. Refus de toute fermeture de centres de planification
- Le droit à un logement et l'hébergement de toutes les femmes, avec ou sans papiers
- Le développement d'un service public de la petite enfance
- Une éducation à la vie antisexiste et anti-homophobe
- La liberté de choisir sa sexualité, le droit des femmes à disposer librement de leurs corps
- Un statut d'autonomie pour les femmes migrantes et le droit d'asile pour les femmes persécutées dans leurs pays en raison du seul fait d'être femme
- La régularisation des sans papier-e-s
- L'abolition du système prostitueur
- L'adoption d'une nouvelle loi pour la parité avec scrutins de liste, noncumul des mandats et suppression des subventions aux partis politiques qui ne respectent pas l'obligation de parité
- Un Ministère des droits des femmes avec du pouvoir et des moyens et la sauvegarde de nos associations assurant des missions de service public

Et localement :

- Le maintien des centres de planification de l'hôpital de Concarneau et de celui hors hôpital de Quimper, aujourd'hui menacés
- La réouverture d'un centre de planification hors hôpital à Brest
- Les moyens pour les EICCF (Etablissement d'information comme le Planning Familial) d'assurer leurs missions d'éducation à la sexualité auprès des personnes.